Point de presse de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, sur la coopération de la France avec le Burkina Faso, les dossiers régionaux, notamment la menace terroriste et les otages français au Sahel, et internationaux avec la répression en Syrie, Ouagadougou le 25 février 2012.

2012-02-25

Je suis très heureux d'être aujourd'hui à Ouagadougou. Je voudrais remercier le président Compaoré, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères de m'avoir reçu avec beaucoup d'amitié. Je leur ai transmis bien sûr le message d'amitié du président de la République et de toutes les autorités françaises. Vous savez combien nous sommes attachés à notre coopération avec le Burkina Faso, nous l'avons montré d'ailleurs en organisant récemment à Paris une conférence des bailleurs qui a été un succès. Nos entreprises s'intéressent aussi beaucoup au développement du Burkina Faso et l'opération Africallia a réuni il y a peu plusieurs centaines d'entreprises, dont une bonne centaine de PME françaises. Cette coopération, je crois est exemplaire aussi au niveau décentralisé puisque, comme vous le savez, je suis toujours maire de Bordeaux et nous avons des relations très étroites avec la ville de Ouagadougou.

Avec le président Compaoré nous avons bien sûr évoqué les problèmes de la région puisque chacun connaît le rôle éminent qui est le sien au sein de la Cédéao, de l'Union africaine, et sur l'ensemble du continent africain. Nous avons parlé du Mali où je serai demain pour encourager les deux parties à engager un dialogue puisqu'il n'y a pas d'autres solutions que de dialoguer et de trouver des solutions de réconciliation nationale. Nous avons évoqué la situation au Sénégal et en Côte d'Ivoire où les choses vont dans la bonne direction. Donc je suis très heureux de ce tour d'horizon qui m'a permis de constater que nous étions sur la même ligne sur ces dossiers de politique étrangère, régionale et africaine.

Q - (À propos des otages français et l'implication éventuelle du Burkina pour leur libération)

R - Comme je vous l'ai dit, nous avons évoqué la situation au Sahel qui nous préoccupe beaucoup. La menace terroriste est pour nous une menace très lourde puisque nous avons des otages que nous ne parvenons pas à faire libérer. Nous sommes prêts à coopérer dans

cette lutte contre le terrorisme qui est d'abord de la responsabilité des pays de la région. C'est la coopération régionale qui permettra de faire reculer ce fléau.

Nous avons aussi parlé de ce qui se passe en ce moment au Mali avec la rébellion touareg. Je vous le répète nous essayons de tout faire pour qu'un processus de dialogue s'engage.

Q - (À propos de la médiation de M. Compaoré concernant le Mali)

R - Toutes les médiations sont les bienvenues mais le propre des médiations c'est que lorsqu'elles se déclenchent elles ne sont pas toujours publiques.

Q - (À propos des accusations sur le deux poids deux mesures entre le colonel Mouammar Kadhafi chassé du pouvoir par une rébellion soutenue par l'OTAN et la Syrie)

R - On ne peut pas dire que rien n'est fait. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour arrêter les massacres. Mais il faut bien dire les choses dans toute leur exactitude. On nous a reproché d'être intervenus en Libye et maintenant on nous reproche de ne pas être intervenus encore en Syrie. En Libye il y avait d'abord une demande des pays arabes, il y avait un accord du Conseil de sécurité, il y avait plusieurs résolutions notamment la résolution 1973 qui a été votée par tous les membres du Conseil de sécurité et qui a servi de base à l'intervention face à la menace d'un massacre à Benghazi. En Syrie, les choses sont tout à fait différentes. Il n'y a pas eu de mandat du Conseil de sécurité, donc il est un peu injuste de nous accuser de ne rien faire. Il faut peut être regarder ceux qui nous en empêchent. Nous sommes prêts à agir, ceux qui empêchent d'agir, ce sont ceux qui opposent leurs vetos au Conseil de sécurité. D'où la réunion qui s'est tenue à Tunis avec 60 pays sous la présidence de la Tunisie pour justement accentuer la pression et faire en sorte que le plan qui a été proposé par la Ligue arabe, qui est un plan de règlement politique du conflit puisse être mis en œuvre.

C'est évidemment très frustrant puisque malheureusement les massacres continuent. Nous allons, nous aussi, continuer dans cette perspective de pression collective. Une autre réunion va se tenir à Istanbul d'ici trois semaines et une troisième réunion est prévue à Paris. Je pense qu'il viendra un moment où nous pourrons faire céder ce régime qui a perdu toute sa légitimité en réprimant sa population civile de manière aussi sauvage. On a atteint plus de 7.000 morts et, des centaines d'enfants massacrés, des milliers de prisonniers, des milliers de réfugiés. Cette situation est intolérable, elle ne durera pas, le régime à un moment ou à un autre sera bien obligé de céder la place.

Q - (À propos du Sénégal)

R - Le Sénégal est un pays démocratique, qui a une longue tradition démocratique. Il y a eu des affrontements, et nous appelons là aussi au refus de la violence de quelque côté

quelle vienne. La liberté de manifestation, mais sans violence, est une liberté fondamentale en démocratie, comme la liberté dexpression. Nous espérons que les élections vont se dérouler correctement. Il y a une mission dobservation de lUnion africaine, il y a une mission dobservation de lUnion européenne, il faudra quaprès les élections, là encore, un processus de dialogue national senclenche pour éviter les affrontements.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 2 mars 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184612-point-de-presse-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrangeres-et-e